

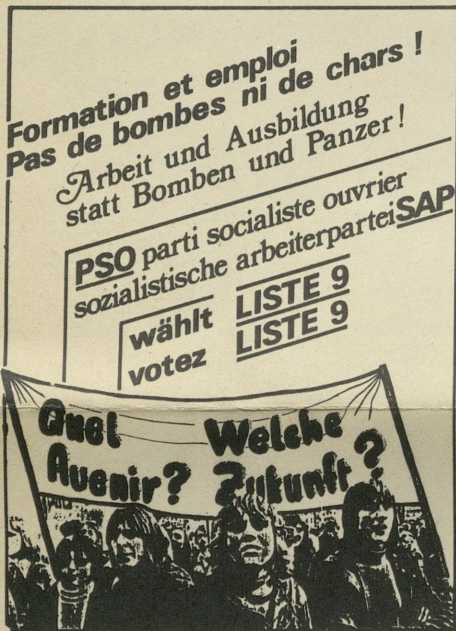
EDITO

UNE CANDIDATURE OUVRIERE
CONTRE LES BOURGEOIS, MILITARISTES
ET AUTRES FAUTEURS DE TROUBLES
SOCIAUX

"Si les manifestations et les barbouillages continuent, nous engageons l'armée et il y aura des morts". Voici ce qu'expliquait le Chef de section R. Rytz à de nouvelles recrues. Le 9 mars, après un mois d'enquête, Monsieur Schmid, directeur cantonal militaire et élu UDC du Conseil d'Etat bernois, porta à la connaissance du public que le major Rytz n'avait rien dit qui dépassait le cadre de telles soirées d'information.

"Il n'a pas pu être établi d'attitude contraire au devoir". Et à la question de savoir pourquoi une discussion ne fut pas autorisée, il répondit "Quand il y a des discussions sur ces sujets, ce sont toujours les mêmes qui en profitent".

Une leçon de plus qui montre la conception de la démocratie d'un Conseiller d'Etat UDC. Une leçon qui montre aussi contre qui les officiers veulent engager l'armée.



En quoi ceci concerne-t-il les élections cantonales qui vont avoir lieu le week-end prochain?

L'histoire de ce Conseiller UDC et du Chef de section bernois s'intègre parfaitement aux "exploits" de la majorité UDC -PRD des quatre dernières années.

Ni augmentation des salaires, ni réduction du temps de travail pour les employés de la Fonction publique. Acceptation des licenciements massifs dans l'industrie horlogère. Interprétation restrictive d'une loi sur la formation professionnelle déjà mauvaise en soi. Aucune mesure contre la pénurie de logements. Réarmement massif de la police parallèlement au blocage du personnel des autres services publics. Voilà le bilan de la majorité bourgeoise, démonteuse des acquis sociaux.

Le mouvement ouvrier ne doit pas tendre la main à ces messieurs ni au Grand Conseil ni dans les petites commissions à grand profit. Les partis ouvriers et les syndicats doivent agir ensemble contre la politique agressive et arrogante du bloc bourgeois. C'est ce que vise le PSO pour lutter contre les licenciements dans l'horlogerie.

Avec son siège au Conseil de ville biennois mais aussi avec les 17000 signatures de Bernois et Bernoises pour l'initiative sur la formation professionnelle et le recyclage, le PARTI SOCIALISTE OUVRIER a donné la preuve qu'il a sa place au Grand conseil.

AU GRAND CONSEIL, VOTEZ LISTE 9

PSO

PARTI SOCIALISTE OUVRIER

la brèche

BIENNOISE

17 AVRIL 82

DU BLA BLA ELECTORAL POUR SAUVER L'EMPLOI

AVEC SES 4000 EMPLOIS SUPPRIMES EN 1975, BIENNE EST DEVENUE LA "METROPOLE DES LICENCIEMENTS" EN SUISSE!

Près de 1000 travailleurs ont été licenciés à la General Motors en 76, 300 à la Centrale et environ 300 à la Bulova en 75, pour ne citer que les cas les plus importants.

1982 : UNE NOUVELLE VAGUE DE LICENCIEMENTS S'ABAT!

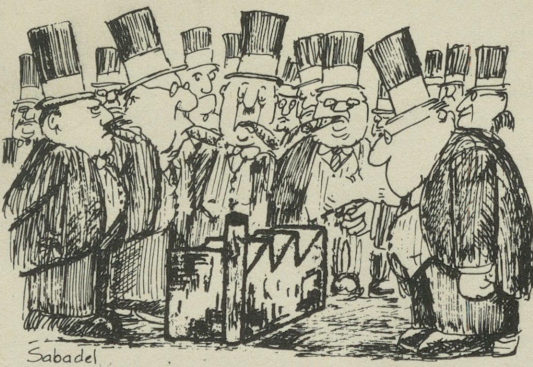
Aujourd'hui, Bulova licencie la quasi totalité de son personnel. Depuis l'automne 81, l'industrie des machines n'embauche plus et le développement du tertiaire est un leurre dans la situation actuelle.

En 10 ans, Bienne a perdu 10.000 habitants et la vague de dépeuplement, vu les sombres perspectives économiques, n'est pas près de s'arrêter de sitôt.

La disparition de l'horlogerie constitue un grave problème pour les travailleurs occupés dans ce secteur, surtout pour les femmes qui pour la plupart ne pourront pas trouver d'emploi, vu leur manque de formation professionnelle.

LA QUESTION DE L'EMPLOI EST AUJOURD'HUI POUR BIENNE LE PROBLEME MAJEUR.

Il faut à tout prix le résoudre vu que cette menace directe à l'emploi entraîne la déqualification et le blocage du personnel, ainsi que des pressions sur les salaires.



ILS N'ONT RIEN VU DEPUIS 10 ANS !

La crise horlogère ne date pas d'hier. En 10 ans, ce sont plus de 40.000 postes de travail supprimés dans ce secteur et les prévisions patronales indiquent la disparition de 10 à 15.000 autres emplois d'ici 1990.

Nous ne pouvons tolérer que ce soient les travailleurs qui paient la crise du capitalisme comme le veulent les bonzes du patronat.

Les partis bourgeois, eux, ferment les yeux et, à Bienne, dans leur arrogance, ils quittent le Conseil de Ville quand on leur parle de Bulova, et s'affichent comme parti ouvert sur l'avenir dans leur campagne pour le Grand conseil bernois!

QUAND OUVRIRONT-ILS LES YEUX SUR LA REALITE DE L'EMPLOI ?

Jusqu'à maintenant, le parti socialiste et la municipalité de gauche se sont contentés de vagues formules et de vœux pieux. Ils sont montrés incapables d'avancer des propositions un tant soit peu réalistes.

Ils n'ont envisagé jusqu'à maintenant aucune mesure concernant le recyclage ou le reclassement des travailleurs licenciés. Ils rejettent le contrôle public de l'industrie horlogère, seule solution pourtant pour garantir l'emploi.

Le Parti socialiste est conscient depuis plusieurs années de la crise rampante de l'horlogerie. Son immobilisme est d'autant moins admissible.

UNITE DE LA GAUCHE

L'unité des organisations ouvrières est déterminante pour sortir de l'impasse et pour contrer l'arrogance patronale. Tous les partis de la gauche de l'Arc horloger ont signé un communiqué commun réagissant contre les licenciements et prévoyant l'organisation de débats et le lancement d'une pétition régionale : PS Bienne, Jura-Sud, PSR, PSA Bienne et Jura-Sud, POP Jura et Neuchâtel, PSO Bienne, Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds.

VIVRE ET TRAVAILLER DANS LA REGION, tel est le slogan contre l'hémorragie de l'emploi.

LES LECHE-BOTTES DE L'ASUAG

Les éditorialistes des journaux de la région ne le voient pas du même oeil: le très Radical Duvanel du Journal du Jura copie les termes de son confrère Baillod de l'Impartial. Ils s'en prennent à cette unité et visent à la faire éclater. Ils louent la décision sage de l'ASUAG (1660 licenciements) et les lois du travail suisses ... quoi de plus clair dans ce fond de campagne électorale.

Forger l'unité de toute la gauche pour défendre les travailleurs et sauver la région, ou laisser faire l'UBS, la SBS et les joueurs de poker de l'ASUAG, tel est l'enjeu!

Participez nombreux au

FORUM SUR L'EMPLOI HORLOGER
AVEC DES REPRESENTANTS DE LA GAUCHE ET DES TRAVAILLEURS POUR DISCUTER DU LANCEMENT D'UNE PETITION ET DES MOYENS POUR MAINTENIR LES EMPLOIS
MERCREDI 28 AVRIL 20.15
PALAIS DES CONGRES

CREER UN CISC A BIENNE NE RELEVE PAS DE L'UTOPIE OU DE L'EXIGENCE DEMESUREE ! C'EST TOUT SIMPLEMENT DEVELOPPER UN SERVICE OUVERT A TOUTE LA POPULATION, COMME IL EN EXISTE DANS TOUS LES CANTONS PROGRESSISTES SOUS LE NOM DE PLANNING PRO FAMILIA PAR EXEMPLE. LES SERVICES ACTUELS SONT ABSOLUMENT INSUFFISANTS POUR REPENDRE AUX BESOINS DIVERS DES JEUNES, DES COUPLES, DES FEMMES OU DES PERSONNES AGEES.

LE CONSEIL DE VILLE A MESURE CES CARENCES ET APPROUVE A UNE LARGE MAJORITE LE PROJET DE CREATION D'UN CISC A BIENNE. L'ENSEMBLE DES CONSEILLERS DE LA GAUCHE ET DE L'ENTENTE BIENNOISE A REUNI 33 VOIX CONTRE LA DROITE (QUI N'A EU QUE 22 VOIX). CETTE POLARISATION VA SE POURSUIVRE PUISQUE LES PARTIS BOURGEOIS FONT OPPOSITION ET LANCENT UN REFERENDUM.

L'information sexuelle encore interdite dans les écoles, parfois transmise par les cours de biologie ou de religion, rarement par les familles. Où les jeunes peuvent-ils s'informer à Bienne ou dans les environs? Comment peuvent-ils sérieusement choisir un moyen contraceptif? Le Planning familial n'est pas adéquat. Ni pour les jeunes, ni pour les couples, ni pour les femmes. NEUF VISITES SUR 10 ONT POUR OBJET L'AVORTEMENT! Situation absurde vu que l'information manque à tous les niveaux.

Quant aux cabinets de gynécologie, on défile toujours au même rythme tous les quarts d'heure. Si les corps y sont soignés, l'information reste absente et les femmes sont peu respectées. Ce type de rapports médicaux peut guère évoluer dans le cadre de la médecine privée où l'appât du gain rythme les rendez-vous et où la docilité des patientes en est la condition.

DANS UN CISC, PRIORITE AU DIALOGUE, A L'INFORMATION ET A LA PREVENTION,

... car le CISC offrira :

- * l'information sexuelle et la contraception,
- * l'information pré et post-natale,
- * des contrôles gynécologiques et des traitements,
- * des conseils lors de demandes d'interruption de grossesse ainsi que la prise en charge des démarches.



MAIS QUAND NAITRA LE CISC ?

Quatre ans après le lancement du projet, le Conseil de ville approuve le CISC. Mais cette victoire est mise en cause par le référendum des partis bourgeois. L'Association des médecins du Seeland a polémique avec virulence contre le CISC. Les élus bourgeois, liés aux milieux médicaux de la ville, Radicaux, Evangélistes ou Démo-Chrétiens, ont peint le diable sur la muraille. " Et si d'autres CISC se créaient..." La vraie crainte a été lâchée par les Radicaux Dr Reber et Mme Renggli! Pas de policlinique, gardons le profit privé dans des cabinets privés!



* Ils nient l'ampleur des besoins de la population ... alors que le Planning familial de Bienne n'est ouvert que 4 heures par semaine pour la ville et toute la région Jura et Seeland.

* Ils craignent pour la morale : ainsi Gmünder (Indépendant) déplore que les psychologues créent les malades et Schaer (Evangéliste) que l'on va vers "l'étatisation de la sexualité et de l'intimité"! Quant au Dr Rossier (PDC, médecin et pro-Oui à la vie), il craint que les indications socio-médicales soient outrepassées ... alors que l'information sexuelle reste interdite dans les écoles bernoises!

* Ils protègent les deniers publics du gaspillage : "En ces temps difficiles, la ville de Bienne ne peut se payer ce risque" osent dire les politiciens bourgeois ... alors que le coût annuel du CISC évalué à 300.000 Fr. représente le revenu annuel de chacun des médecins!

Ce sont là quelques exemples des arguments des élus bourgeois au Conseil de ville. Les Socialistes ont défendu vigoureusement le projet du CISC. Maintenant le comité d'initiative et les organisations biennoises de gauche vont défendre leur victoire contre la droite.

Pour les partis bourgeois qui viennent de placer Berthoud au Conseil municipal et qui mènent une campagne d'économie sociale dans leur propagande électorale, la bataille contre le CISC est une bataille anti-sociale et anti-jeune.

Sous la couverture "Moins d'état ... prenez vos responsabilités", la droite veut utiliser la période de crise à son propre profit. Ne nous laissons pas bernier par leur démagogie et leurs manœuvres, ne signez pas le référendum des partis bourgeois, SOUTENEZ LE CISC.

30000 A LA MARCHÉ DE PAQUES

Les 30.000 participants à la MARCHÉ DE PÂQUES pour une Europe dénucléarisée du Portugal à la Pologne sont la preuve, si besoin était, que la grande manifestation pour la paix de Berne en décembre n'était pas qu'un feu de paille.

En Suisse aussi, des couches toujours plus larges s'engagent pour un désarmement inconditionnel face à la politique de réarmement lancée par Reagan et l'OTAN, et suivie de près par le Conseil fédéral.

Il n'est dès lors pas étonnant que les militaristes radicaux se soient engagés contre l'initiative pour un référendum sur les dépenses militaires.

Le PSO s'est engagé à récolter des signatures pour cette initiative lancée par le Parti socialiste (tout seul, sans consulter les autres partis). L'initiative ne demande rien d'autre qu'un élémentaire droit démocratique. Nous la soutenons.

Un deuxième thème était avancé dans cette marche de Pâques :

SOLIDARITE AVEC LA REVOLUTION EN AMERIQUE CENTRALE.

Malgré les cris de victoire de l'administration Reagan, les élections au Salvador et au Guatemala sont apparues pour ce qu'elles sont sous les mitraillettes : une "FARCE" dont le seul but est de "laver" la dictature et de la faire apparaître comme ayant été élue de bon droit.

Malgré ces manœuvres, le mouvement de libération salvadorien FDR/FMLN contrôle aujourd'hui un tiers du pays et peut compter à travers tout le pays sur un large soutien à ses actions. La guérilla est aujourd'hui plus forte que jamais et l'étroite base sur laquelle s'appuie l'administration Reagan plus contestée que jamais.



Pour le mouvement de solidarité, cela signifie deux choses :

- * la victoire de la révolution reste possible malgré les engagements militaires US sur le terrain,
- * le danger d'une intervention US, de l'impérialisme américain menace toujours.

UNE ANNEE DE GOUVERNEMENT
MITTERRAND-MAUROY EN FRANCE
- LES NATIONALISATIONS -
LES 39 HEURES - LA RETRAITE
A 60 ANS -
MEETING AVEC
ALAIN KRIVINE
DE LA LCR, 4ÈME INTERNATIONALE

14 MAI A BIENNE